Massacres d'Avignon (16-17 octobre 1791)

1) Lettre de MM. Tissot et Rovère, députés d'Avignon.

Paris, le 21 octobre 1791.

Monsieur le Président,

Un courrier extraordinaire, dépêche par la municipalité d'Avignon, nous apporte les nouvelles les plus fâcheuses. Nous nous empressons de vous envoyer nos dépêches en originaux ; nous vous prions de les communiquer à l'Assemblée, pour qu'elle puisse prendre, dans sa sagesse, les mesures qui lui paraîtront convenables. Nous avons l'honneur de vous observer que l'état actuel des choses exige que l'Assemblée daigne s'en occuper promptement.

Nous sommes avec respect, etc.

Tissot, Rovère.

P. S. Nous apprenons par l'organe du courrier qu'il y a beaucoup de personnes tuées ; nous n'avons à cet égard aucun détail officiel.

2) Premier procès-verbal des administrateurs provisoires de la commune d'Avignon.

L'an 1791, le dimanche 16 octobre, nous administrateurs provisoires de la commune de cette ville d'Avignon, désirant constater les désordres auxquels des citoyens égarés et trompés, se sont abandonnés dans la matinée de ce jour, en avons dressé le présent procès-verbal.

Les mouvements qui ont eu lieu aujourd'hui en cette ville, à la suite desquels M. Lescuyer, notaire, secrétaire greffier de la commune et électeur des États-Unis d'Avignon et du Comtat, a été inhumainement massacré, avaient en quelque sorte et annoncés par des propos tenus assez publiquement depuis quelques jours, par des personnes connues pour être des ennemis de la Constitution. Ce matin, on a vu, en divers endroits, des affiches dont l'objet était directement d'exciter le peuple à se révolter contre l'administration provisoire de la commune. Une des dites affiches nous a été apportée dans la matinée par un citoyen, M. Bergen, l'un de nous en arrache ce matin une autre, mais bientôt assailli par une foule de personnes, il a été contraint de la rendre. On répandait dans le public que la statue de la sainte Vierge, qui existe dans l'église des Cordeliers, était devenue rouge depuis quelques jours et qu'elle avait versée des larmes.

Quelque temps après, nous avons été informés qu'un attroupement se formait dans l'église des Cordeliers ; qu'une partie des attroupes s'étaient emparées des portes de la ville, dont ils avaient saisi les clefs, et qu'ils avaient retourné les canons sur la ville. Enfin nous avons appris que ledit sieur Lescuyer avait été conduit dans ladite église des Cordeliers par des gens armés et le tocsin y sonnait. Sur ces avis alarmants nous avons tout de suite envoyé le nomme Fialon, trompette de la commune, pour publier dans ladite Église une proclamation de nous signée, dont objectait de rappeler les citoyens attroupés à l'observation de la loi qui permet seulement la voie des pétitions, et d'inviter les citoyens attroupés, s'ils en avaient quelqu'une à nous adresser, à le faire paisiblement et sans troubler l'ordre public.

Ledit Fialon nous a rapporté à son tour qu'il avait sonné plusieurs fois de la trompette dans ladite église, qu'il était monté en chaire, qu'il avait publié la proclamation, mais que le tumulte était si grand dans l'église qu'il ne pense pas que beaucoup de personnes l'aient entendue ; que même des mouvements qu'il a aperçus dans le chœur lui ont fait croire que ledit sieur Lescuyer avait été massacré à coup de sabre pendant qu'il était encore dans l'église.

Dans cet intervalle, M. le colonel de la garde nationale avait rassemblé sa troupe. Un détachement nombreux était sorti du fort, précédé de deux pièces de canon, avec ordre de dissiper cet attroupement et de ramener la tranquillité dans la ville, en employant les moyens les plus doux qu'il serait possible ; de fortifier la garde des portes de la ville ; de pourvoir à la sûreté des citoyens et sauver, s'il était temps, le sieur Lescuyer. Des patrouilles fréquentes et nombreuses ont été répandues dans les différents quartiers de la ville. Le détachement à son retour nous a rapporté que l'infortuné Lescuyer était, à l'arrivée de la troupe dans l'église des Cordeliers, étendu par terre au bas du maître autel ; qu'il avait encore un souffle de vie ; mais qu'il était couvert de blessures faites principalement à la teste par des coups de sabre ; que la poitrine et le bas-ventre étaient écrasés de coups de bâton et de coups de pieds ; qu'après l'avoir assassiné on lui a volé ses boucles, sa montre et l'argent qu'il avait sur lui ; que le détachement l'a lui-même transporté à l'hôpital, l'a placé dans une chambre particulière, et a fait appeler le sieur Paunard fils, maître en chirurgie, pour lui administrer les secours de son art.

M. François-Marie-Camille de Rosilly, de la ville d'Auray, département du Morbihan, passant aujourd'hui en cette ville pour se rendre à Marseille, s'est trouvé par hasard auprès de l'église des Cordeliers dans le temps de ce mouvement. Se livrant aux impulsions de la loyauté et de la générosité, si naturelle aux Français, il a voulu parler le langage de la loi, et a osé élever la voix au milieu du tumulte ; mais il a failli être la victime de son courage et de l'humanité qui l'inspirait. Il a été arrêté, traduit dans le choeur, gardé à vue, menacé de coups de sabre et de la lanterne ; il a été couché en joue. Enfin, il a été résolu qu'il serait détenu jusqu'à ce qu'on eut pris à son égard de plus amples informations et qu'on eut puni de mort M. Lescuyer, dont il a entendu plusieurs fois demander la tête. Ensuite, on a annoncé à ce Français voyageur que le malheureux Lescuyer venait de périr et que son tour allait venir. Enfin, il a été laissé en liberté, et il est venu faire sa déposition devant le juge.

Nous avons cru devoir instruire M. l'abbé Mulot, l'un des médiateurs de la France, et M. Ferrière, commandant des troupes de ligne, de ce qui venait de se passer. Nous avons écrit à l'un et à l'autre que nous avons dissipé l'attroupement, et que nous avons pris des dispositions qui nous assurent que la tranquillité publique ne sera plus troublée ; que les amis de la Constitution ne seront plus assassinés, et que, dans ce moment, tout était dans l'ordre.

Le sieur Pannard, maître en chirurgie, nous a fait passer, sur les 6 heures du soir, son rapport sur l'état dangereux où se trouvait M. Lescuyer ; et peu de temps après, sa mort nous a été annoncée. Nous n'avons cessé, pendant toute la journée, de veiller avec soin au maintien de la tranquillité, et nous avons donné des ordres pour l'assurer, durant la nuit, que nous nous proposons de passer dans la maison commune.

Nous avons été instruits que des Français, nos frères, se trouvaient actuellement dans cette ville. Nous les avons fait prier de se rendre à la maison commune. En conséquence, se sont présentés peu après, devant nous, MM. Gasseridi et Mirolhou, ci-devant députés de l'Assemblée nationale constituante, du département des Basses-Alpes ; Etienne Gerbe, ancien gendarme, lieutenant-colonel de la garde nationale de Houdan, en Beauce, Cesar Gasson, Dumanoir, grenadier de la garde nationale d'Orléans, membres des sociétés des amis de la constitution d'Orléans, de Tours et de Caen, Jacques Bertrand, garde national de Nimes, Henri Boissier, lieutenant-colonel de la garde nationale de Saint-Côme, district de Sommieres, département du Gard, Jacques-Honoré Girard, garde national de Nimes, membre de la société des amis de la constitution de la même ville, Paul de Jean, homme de loi, garde national de Nimes, électeur du département du Gard et membre de la société des amis de la constitution de la même ville, Jean-Pierre Chazal, homme de loi, quartier-maître de la garde nationale de Saint-Esprit, ex-président de la société des amis de la constitution de la même ville. Nous leur avons donné connaissance de ce procès-verbal, et ils en ont entendu la lecture mot à mot. Nous les avons priés ensuite de vouloir bien se joindre à nous pour le certifier. Ces messieurs, pénétrés de l'horreur la plus vive pour l'atrocité commise en la personne de M. Lescuyer, instruits par la voix publique et par la lecture des dépositions que nous leur avons présentées, de la vérité des faits contenus dans ce procès-verbal, se sont réunis à nous pour en rendre à la France entière, et à l'Assemblée nationale spécialement, le témoignage aussi affligeant qu'authentique, et ont signé avec nous, à Avignon, dans la maison commune, l'an et jour que devant.

3) Deuxième procès-verbal des administrateurs provisoires de la commune d'Avignon.

L'an 1791, et le 17^e jour d'octobre, à trois heures un quart du matin, les administrateurs provisoires de la commune d'Avignon avant été avertis par M. Jourdan, commandant du fort de cette ville, des excès auxquels plusieurs particuliers se livraient en ce moment, ont sur le champ fait commander un détachement de la garde nationale, et sous son escorte, ils se sont rendus dans les prisons du fort. Ils en ont trouvé la barrière fracassée et quelques portes ouvertes et en leur présence a comparu Pierre Dumanoir, concierge desdites prisons, lequel a déclaré qu'il y a environ une heure, une troupe de 3 ou 400 hommes armés de

sabres, de fusils et de pistolets, s'est présentée à la porte de ladite prison, en demandant que la porte en fut ouverte, qu'elle s'est annoncée en tirant la sonnette, qu'il est venu avec son fanal à la main pour savoir ce qu'on pouvait désirer de lui, qu'on lui a crié d'ouvrir la porte, en disant qu'on amenait un prisonnier, qu'il leur a observé à plusieurs reprises qu'il ne fallait pas être en aussi grand nombre pour conduire un prisonnier, et qu'il est rentré dans sa conciergerie, lorsqu'un coup de pistolet lui fut tiré à travers la barrière et fit heureusement faux feu, que ces gens ayant recommencé à sonner, il se présenta de nouveau à eux, leur représenta qu'il ne pouvait pas ouvrir et il se retira encore dans sa conciergerie.

Bientôt après, il entendit abattre la barrière à coups de hache et d'autres instruments, il vit ensuite des gens entrer en foule, s'emparer de sa personne, le forcer à leur livrer les clefs des différents lieux des prisons, et le renfermer lui-même dans une chambre d'où il entendit un grand tumulte. Environ une demi-heure après, on lui rendit sa liberté et ses clefs ; il s'empressa de vérifier le nombre des prisonniers ; il trouva qu'il lui en manquait plusieurs, surtout de ceux qui lui avaient été amenés dans la journée et dont plusieurs lui sont inconnus.

Interpellé de déclarer s'il peut désigner ou nommer les personnes qui se sont rendues coupables d'une telle violation à la loi, il se rappelle en avoir reconnu plusieurs de vue, mais que le trouble où il était ne lui permettait pas de se rappeler les indices auxquels il pourrait les faire reconnaître. Quant aux noms, il a déclaré ne s'en pas rappeler un seul. D'ailleurs il y avait une telle obscurité et son effroi était si grand qu'il était peu capable de distinguer les objets.

Interpellé de déclarer combien il lui restait de prisonniers encore détenus, il a répondu qu'il en restait encore 25, savoir 5 de la ville de Thor dans le ci-devant Comtat, un de Cavaillon, un de Camecourt, et 18 d'Avignon. Nous étant assurés par nous-mêmes de l'existence de ces prisonniers, des fractures faites à la barrière, et ayant même vu, avec horreur, du sang répandu sur les escaliers et sur la galerie, nous avons, sur-le-champ, annoncé au peuple que nous prenions des mesures pour faire respecter l'asile des accusés, que nous placions une garde à la porte de la prison, avec ordre de faire feu sans ménagement sur tout audacieux qui oserait en approcher sans motif légal, et, en effet, nous avons donné les ordres ci-dessus et nous nous sommes retirés de la maison commune, où nous avons mandé ledit sieur Pierre Dumanoir, concierge desdites prisons, pour rédiger ledit procès-verbal qu'il a signé avec nous.

4) Copie de l'affiche trouvée dans différents endroits de la ville d'Avignon, aujourd'hui dimanche 16 du mois d'octobre 1791.

Avis aux bons patriotes,

Ouvrez les yeux, ne vous laissez pas éblouir par un habit promis au nom de la loi et de la religion ; ne souffrez pas que l'on dépouille davantage nos églises, la loi ne le permet pas. On va nous réduire à rien, il n'est pas possible de garder un plus long silence. Ouvrez les yeux, chers patriotes, ne souffrez pas que l'on réduise nos paroisses à une seule cloche, cela est insupportable. Qu'on nous cite une ville en France, semblable à la nôtre, ou l'on ait réduit les paroisses de la sorte ? Qu'on nous cite une loi qui restreint les paroisses à une seule cloche ? je les en défie. Tout ce qu'ils font, ce n'est que pour nous rendre encore plus malheureux et pour faire un amas d'argent pour eux, et pour aveugler, ils vous promettent un habit, afin que vous leur laissiez voler tout ce qu'ils veulent.

Voyez de quel secours et quel usage ils ont fait de l'argenterie ils ont encore enlevé ce qui était en dépôt au Mont-de-piété ; ils y avait en diamants ou argenterie pour 100 000 livres. Ouvrez les yeux, et quel usage ? pour un habit !

O ciel ! osez-vous le placer sur votre corps, en provenant du tels effets. Que le sentiment et l'honneur vous animent. Arrêtez leurs infâmes complots, qui ne sont que pour vous détruire. Qu'offrirez-vous à la France ? Une ville dépouillée de tout et une dette immense. Que demanderez-vous à la France ? Si vous la mettez en possession d'un pays dévasté, il vous faudra charger d'impôts pour payer toute la volerie qu'ils font à votre nom. Soyez persuadés, et c'est très sur qu'ils ont fait partir 18 malles pleines.

Qu'attendez-vous d'eux, que la honte qui vous restera de les avoir soutenus pour faire le mal ? Que dira-t-on au voyageur Avignonnais, quand toute la France saura de quelle manière vous leur avez cédé le pays ? L'Avignonnais ne pourra plus sortir de ses murs. O ma patrie ! O citoyens malheureux ! Réveillez-vous ; reprenez votre énergie ; levez la tête fièrement devant ces audacieux, et faites-les rentrer dans leur devoir, ou punissez-les de tous leurs crimes.

Avignon, ce 15 octobre, troisièmement de la liberté.

Joseph Dinetard.

P. V. de l'Assemblée nationale du 21 octobre 1791.